

Entretien avec Pierre Rosenberg, de l'Académie française

Conscience patrimoniale et enseignement de l'histoire de l'art à l'école

Dans un entretien accordé à *Patrimoines*, Pierre Rosenberg, infatigable militant de l'enseignement de l'histoire de l'art, donne son sentiment sur l'introduction de l'histoire des arts à l'école, au collège et au lycée depuis la rentrée 2009.

Historien de l'art, membre de l'Académie française, Pierre Rosenberg entre au département des Peintures du musée du Louvre en 1962. Il y fera toute sa carrière, du poste d'assistant à celui de Président-directeur du musée du Louvre de 1994 à 2001. Ses travaux sont essentiellement consacrés à la peinture et au dessin français et italiens des XVII^e et XVIII^e siècles et aux relations artistiques entre l'Italie et la France. Il multiplie monographies et catalogues d'expositions, articles et études érudites, catalogues raisonnés et notices dédiés aux artistes de ces deux siècles. Il est l'auteur avec Louis-Antoine Prat des catalogues raisonnés des dessins de Poussin, de Watteau et de David. Il a publié, en 2007, chez Plon son *Dictionnaire amoureux du Louvre*. Il se consacre aujourd'hui à la rédaction du catalogue raisonné des peintures de Nicolas Poussin et au catalogue des dessins de la collection de Pierre-Jean Mariette.

Eric Gross : Maître, on connaît votre attachement à la création d'un enseignement d'histoire de l'art à l'école, au collège et au lycée. Est-ce que vous pouvez nous dire ce qui fonde cet attachement et même ce militantisme ?

Pierre Rosenberg : Oui, ce militantisme, j'accepte le mot. Commençons par le début, c'est tout simple. Nous apprenons à lire à l'école, nous n'apprenons pas à voir. De ce fait, arrivés à l'âge adulte, nos compatriotes sont perdus devant une œuvre d'art, que ce soit un monument, un tableau. Et l'on voit bien toute la différence avec nos amis de l'autre côté des montagnes : je parle des Italiens, pour qui l'enseignement de l'histoire de l'art est obligatoire. Ils ont une espèce de familiarité et surtout une sorte de connivence avec les œuvres d'art qu'on remarque tout de suite quand on voyage en Italie ou quand on voit les Italiens, devant une œuvre d'art au Louvre, dire fièrement « è nostra ». On sent une véritable familiarité avec les œuvres d'art, qui manque complètement aux Français, quel que soit leur milieu social, quelle que soit leur éducation. Il est frappant de constater cette espèce de peur des œuvres d'art qu'on n'affiche pas, qu'on n'avoue pas bien entendu, mais qui est réelle et pour laquelle je pourrais multiplier les exemples. Pour moi, apprendre à voir est essentiel, je crois que les conséquences de cette éducation seraient considérables, je veux dire que cela rendrait les habitants de nos provinces plus attachés qu'ils ne le sont à leur ville. Ils comprendraient mieux le passé de ces villes, que ce soit la cathédrale, que ce soit même la prison, généralement un beau monument du XIX^e siècle. Ils défendraient mieux leur ville, ils seraient plus sensibles à ses richesses. Le système actuel – et là je parle de mon ancien métier de conservateur – est extraordinairement élitiste, on ne rencontre



Fig. 1. Pierre Rosenberg

patrimoines en débat

dans les musées que des gens qui y ont été conduits par leurs parents. Je trouve cela tout simplement antidémocratique. Si vos parents ne vous ont pas familiarisé avec les musées, vos chances de vous y rendre sont restreintes, minimes. C'est tout à fait regrettable, c'est le rôle de l'école justement de faire en sorte que ces musées soient accessibles à tous. Les services éducatifs des musées ne peuvent tout faire. Ils n'y suffisent pas. Je crois que l'enseignement de l'histoire de l'art est indispensable si l'on veut assurer à ces musées une fréquentation qui ne soit pas une fréquentation élitiste. Vous allez me dire : et les huit millions et demi de visiteurs du Louvre ? Je vous répondrai : ce ne sont pas des visiteurs, ce sont des touristes !

EG : Quand vous dites ces jeunes Italiens qui disent, en regardant une œuvre, « È nostra », quand vous parlez de l'attachement des habitants d'une ville au patrimoine de cette ville, vous pointez un sentiment d'appropriation et presque un sentiment de patriotisme artistique...

PR : Oui et cela ne me gêne pas du tout. Ce qui me gêne davantage, c'est, lorsque vous posez la question à des Français cultivés : « Est-ce que Poussin est contemporain de Corneille ou de Racine ? »,

de constater qu'ils n'en ont pas la moindre idée. Il ne s'agit pas de tomber dans le chauvinisme le plus étroit, ce serait absurde. D'ailleurs les Italiens sont plus attachés à leur petite patrie qu'à la grande patrie. Les habitants de Pesaro sont intéressés par des œuvres de leur compatriote le peintre Simone Cantarini. Il y a évidemment un patriotisme national qui existe en France, les Italiens n'y échappent pas, ils le sont pour leurs équipes de football ou leur Ferrari. Mais ils sont beaucoup plus attachés à leurs provinces. Il suffit de rappeler l'espèce de haine du Nord pour le Sud et vice-versa.

Gennaro Toscano : Vous avez tout à fait raison lorsque vous dites « petit patrimoine » mais en même temps il y a un patrimoine national. Vous ne pouvez pas enlever aux Italiens Giotto, Michel-Ange ou Raphaël. L'enseignement de l'histoire de l'art permet aussi d'avoir une bonne connaissance du patrimoine national.

PR : Absolument. Parlons de l'Italie, je veux bien. Cela peut être instructif pour le débat en France. Pourquoi l'Italie a-t-elle accordé une telle importance à l'histoire de l'art ? Pour des raisons extrêmement simples. L'Italie possède le plus grand patrimoine artistique du monde, c'est certain, à cause de l'Antiquité, de Rome, de Raphaël, de Michel-Ange. Mais aussi pour une autre raison. Il est absolument



Fig. 2. Véronèse (1528-1588), *Les Noces de Cana*, huile sur toile, musée du Louvre, Paris.



Fig. 3 et 4. Étudiantes en histoire de l'art présentant des œuvres du Louvre lors d'une session des « Jeunes ont la parole ».



impossible d'enseigner l'histoire de l'Italie. L'unité italienne, nous le savons tous, est toute récente. Il est très difficile d'enseigner l'histoire nationale italienne, il n'y a pas Jeanne d'Arc, il n'y a pas Napoléon – qu'il n'y ait pas Napoléon ne me gêne pas mais c'est un point de vue personnel –, il n'y a pas la Révolution française. Il est donc très difficile d'enseigner l'histoire italienne, ce qui donne une chance supplémentaire à l'histoire de l'art. Et puis s'il y a bien sûr une grande littérature italienne, on ne peut pas non plus la comparer aux trois grandes littératures européennes. Il n'y a pas cette continuité. Là encore cela donne une chance supplémentaire à l'histoire de l'art.

EG : Quelle est votre opinion sur les développements récents du sujet en France et sur ses progrès ?

PR : L'ensemble de la communauté des historiens de l'art – qu'elle soit de gauche ou de droite – s'est réjouie quand elle a constaté que dans le programme électoral du futur président de la République figurait l'enseignement obligatoire de l'histoire de l'art. Les espoirs ont été très grands. Mais ils ont été suivis d'une immense déception, je ne peux pas dire les choses autrement. Je sais bien qu'on essaie de recoller les morceaux et je constate qu'il y a toutes sortes d'initiatives.

EG : Qu'est-ce qui a causé ce sentiment ?

PR : Il y a un débat bien connu : histoire des arts/histoire de l'art. Naturellement je suis attaché à l'idée de l'histoire de l'art. J'ai peur que par « histoire des arts » on veuille un peu jeter le bébé avec l'eau du bain, selon l'expression bien connue.

On n'a pas compris que pour enseigner l'histoire de l'art il faut des historiens de l'art, c'est la véritable question. Pour l'instant, un tel enseignement serait délivré par des

historiens ou des professeurs de lettres qui, actuellement, n'ont pas la formation nécessaire.

Quelle que soit la formule retenue, il est indispensable qu'un tel enseignement soit délivré par des enseignants dont c'est le métier et qui aient reçu une formation en histoire de l'art, comme pour tous les autres enseignements dispensés au collège ou au lycée. Il est curieux que cette évidence ne le soit pas au sein du ministère de l'Éducation nationale.

EG : En effet, les décisions n'ont pas été jusqu'à la création d'un CAPES ou d'une agrégation d'histoire de l'art, comme c'était une fois de plus demandé. Néanmoins, on voit quand même qu'un programme précis d'histoire des arts est paru au Bulletin officiel en août 2008.

PR : Qui a établi ce programme ? Les historiens de l'art y ont-ils été associés ?

EG : On l'avait demandé en tout cas.

PR : Les historiens de l'art sont bien embarrassés. Doivent-ils avoir une attitude conciliatrice en essayant de grapiller ce qu'ils peuvent ou, au contraire, doivent-ils prendre une position plus tranchée en disant : « C'est ça ou rien » ?

EG : Vous posez une question essentielle, à l'heure où de vraies évolutions se font sentir. En mai dernier, quelques mois après sa nomination, le recteur de Paris Patrick Gérard, réunissait au Louvre, en présence d'Henri Loyrette, tous les chefs d'établissement de l'académie de Paris, pour les mobiliser sur ce sujet. Il leur a dit qu'il y avait des décisions qui avaient été prises, qu'il fallait un volet culturel dans chaque projet d'établissement, qu'il fallait que chaque établissement travaille avec une institution culturelle.



Fig. 5. Charles Fichot, *Maison centrale de Clairvaux*, lithographie extraite de *l'Annuaire de l'Aube*, 1859, Archives départementales de l'Aube (5Fi 298).

Fig. 6. Cathédrale de Chartres, détail du portail sud, dit de *l'Incarnation*.



Cette réunion exprimait une véritable mobilisation et un changement d'état d'esprit.

PR : Jusqu'à présent, ce qui a été fait l'a été dans un esprit ludique. Pourquoi pas ? Mais je crois que tout enseignement suppose un effort et qu'en conséquence l'enseignement de l'histoire de l'art est également un effort. Certes il faut tout faire pour que cet effort soit agréable. On a voulu considérer que cette ouverture aux œuvres d'art se ferait comme des sortes de sorties du mercredi. Je crois qu'il faut passer par la copie écrite, par quelques dates. Le vrai intérêt d'un tel enseignement c'est d'éveiller la curiosité. On peut y arriver assez facilement, je reprends toujours le même exemple, celui de la cathédrale de Chartres. Si l'on pose à des élèves du secondaire quelques questions simples, si on leur expose les réponses à ces questions : « D'où venaient les pierres, y avait-il un architecte, comment fabriquait-on les vitraux, d'où venaient les couleurs qui servaient à faire ces vitraux, d'où venait l'argent... ? », en éveillant la curiosité, on peut non seulement faire aimer un monument magnifique mais on peut aussi apprendre aux élèves à se poser certaines questions. L'histoire de l'art est un éveil du regard et de la curiosité. Il y a une extraordinaire curiosité des jeunes, ou même du grand public, pour deux domaines, le domaine des faux et le domaine de la restauration et des laboratoires. La notion de faux intéresse la presse. Quand on expliquera aux enfants, aux adolescents qu'il y a d'une part des faux et des faussaires, et d'autre part, des originaux, mais qu'entre les deux il y a toute une gradation, on aura éveillé la curiosité. Et puis il y a les questions de laboratoire, de restauration qui passionnent. L'opinion publique est convaincue qu'un laboratoire peut discerner une copie d'un original. Ce qui évidemment est faux. Ce sont bien sûr les yeux qui comptent.

GT : Vous êtes très attaché à l'œil ; d'ailleurs vous dites « apprendre à voir ». Vous pensez qu'apprendre à voir et intégrer l'œuvre dans son contexte historique peut aider les habitants d'une région à mieux s'approprier leur patrimoine ?

PR : Sûrement. Je suis convaincu qu'il est indispensable de jouer cette carte. Le XIX^e français a été longtemps méprisé. Je crois que l'école devrait aider les habitants des villes qui ont bénéficié de ce grand XIX^e à mieux l'apprécier. L'urbanisme, l'architecture sont des domaines qui font partie de l'histoire de l'art comme l'histoire de la photographie et du cinéma.

EG : Vous évoquez la notion d'effort dans l'apprentissage de l'histoire de l'art et effectivement le fait qu'on réhabilite cette notion d'effort permet d'espérer. La question qui se pose aux responsables d'établissements scolaires et aux recteurs, c'est l'épreuve au brevet sur ce sujet prévue par la circulaire sur l'éducation artistique et culturelle du 29 avril 2008. À votre avis ça va dans le bon sens ?



Fig. 7. Cathédrale de Chartres.

PR : Bien sûr que cela va dans le bon sens. Encore faut-il que la question soit posée par un spécialiste et que l'épreuve soit corrigée par quelqu'un qui connaisse le domaine. On revient toujours à la même question. On tourne en rond. On voit bien qu'il y a un frémissement. Mais je ne pense pas qu'on ait encore vraiment compris que l'histoire de l'art est un métier. Personne ne conteste que la cristallographie est une profession ! Pourquoi l'histoire de l'art ne le serait-elle pas ? Il est bien vrai que dans les diners en ville ou même ailleurs, tout le monde se pique de jugements artistiques avec une assurance qui n'a d'égale que l'ignorance. Je le répète, l'histoire de l'art est une profession au même titre que l'histoire ou la littérature grecque. Les efforts qui sont faits n'ont pas pris en compte cette évidence.

EG : Vous évoquez l'exemple italien et les raisons pour lesquelles l'enseignement de l'histoire de l'art en Italie comme matière scolaire, comme discipline scolaire avait pu prendre racine, alors que cela a été le contraire en France. On a presque l'impression que dans l'histoire de l'éducation en France, l'éducation sensible a été sèchement congédiée.

PR : Oui il faut s'interroger, c'est une très bonne question. Il y a un côté irrationnel dans la notion de « beau ». Nous trouvons belles des œuvres que nos parents trouvaient hideuses. Le côté rationnel de l'éducation française l'accepte difficilement. Il y a dans les œuvres d'art quelque chose de difficile à expliquer. L'enseignement



8

L'opinion publique est convaincue qu'un laboratoire peut discerner une copie d'un original. Ce qui évidemment est faux. Ce sont, bien sûr, les yeux qui comptent.

devrait reposer sur des bases rationnelles, solides et parfois techniques. Certes, cet enseignement doit prendre en compte l'histoire, les lettres, etc. Mais il a sa spécificité.

GT : Si la réforme en cours ne correspond pas à celle souhaitée par la communauté des historiens de l'art, elle peut laisser une porte ouverte.

PR : Tant que cet enseignement ne sera pas confié à ceux dont c'est le métier, on esquivera la question. On a le sentiment que ceux qui sont hostiles à cet enseignement se disent qu'il faut bien faire un geste de bonne volonté, un geste pour donner le sentiment qu'ils ont été sensibles à la pression présidentielle et à la pression de l'opinion publique, mais qu'ils ne sont pas du tout convaincus.



9

EG : Vous évoquez l'opinion publique, c'est vrai que c'est une question pour l'opinion publique.

PR : Elle bouge. Je crois que les enseignants se rendent bien compte par les parents d'élèves qu'il faut faire quelque chose, mais ce n'est pas une vraie réforme. Comment voulez-vous qu'elle se fasse puisqu'ils ne savent pas ce qu'est l'histoire de l'art. On est dans un système où on demande à ceux qui ignorent une discipline de s'en occuper. Et comment voulez-vous qu'ils ne l'ignorent pas puisqu'ils n'en ont pas eux mêmes été instruits ?

EG : La question de la formation des professeurs semble avoir été vraiment posée. On voit quand même qu'un certain nombre d'appels sont adressés à des institutions pour proposer des formations.

PR : Oui, il y a le début d'une réflexion. Une réforme à l'Éducation nationale n'est possible que si elle vient de l'intérieur. Il faut qu'il y ait à l'Éducation nationale quelqu'un qui veuille en faire sa réforme. Mais il est très difficile de demander à un corps d'introduire une discipline alors que ce corps n'a aucune idée de ce qu'est cette discipline. La nomination d'un inspecteur général qui soit historien de l'art, le rôle que peut jouer l'Association des professeurs d'archéologie et d'histoire de l'art des universités sont à cet égard d'une importance fondamentale.

GT : Pour revenir à la formation des enseignants, vous ne pensez pas que l'on puisse mettre en place des doubles

cursus, c'est-à-dire histoire/histoire de l'art ou littérature/histoire de l'art ? Un double cursus n'est pas trop compliqué à monter.

PR : C'est une voie médiane, c'est certain, mais elle me paraît bonne ; mais est-ce qu'on parle de cela ?

GT : Chaque université pourrait s'organiser mais le problème reste la question des programmes. La chose la plus simple serait de faire figurer une question d'histoire de l'art au CAPES et à l'agrégation d'histoire ou de lettres. Ce serait simple, je ne vois pas cela comme quelque chose de complexe. Je ne suis pas un spécialiste de l'enseignement scolaire mais je pense qu'ainsi des gens un peu plus qualifiés pourraient enseigner l'histoire des arts dans le secondaire.

PR : Je l'espère, même si je pense qu'à l'heure actuelle la situation de l'enseignement de l'histoire de l'art est en partie bloquée. En même temps, je suis sensible au fait que la Direction générale de l'enseignement scolaire ait organisé un colloque sur l'enseignement de l'histoire de l'art le 15 septembre. J'y ai été invité. J'ai dit que j'ai fait carrière dans les musées mais que les musées, ce n'est pas l'école qui me les a fait connaître et aimer, ce sont mes parents. Je les en remercie mais c'est profondément injuste. Chacun devrait avoir sa chance.

EG : C'est l'enjeu, c'est le sujet.



10

Fig. 8. La visite des ateliers de l'INP (site de Saint-Denis) lors des « Journées européennes du patrimoine », les 19 et 20 septembre 2009.

Fig. 9 et 10. « Dans l'atelier du peintre » : au cours d'ateliers organisés par le service pédagogique du musée du Louvre, les enfants se familiarisent avec les éléments nécessaires à l'élaboration d'un tableau. Jeux et manipulations leur permettent d'appréhender les techniques picturales et de mieux comprendre le métier de peintre.